

Objektyp: **Advertising**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **44 (1997)**

Heft 1-2

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

demande devrait accomplir s'il servait dans l'armée. Le service civil s'étendra donc sur 450 jours au maximum. De même que pour le service militaire, la totalité des jours de service ne pourra pas être accomplie d'un seul bloc, mais devra être fractionnée en plusieurs périodes d'affectation.

Travail d'intérêt public

Les périodes d'affectation peuvent être accomplies dans plusieurs domaines d'activité consécutivement, notamment dans le cadre de la santé publique, des services sociaux, de l'agriculture et de l'entretien des forêts, de la protection de la nature et de l'environnement, de l'administration publique ou de l'aide au développement.

La Confédération, organe d'exécution

La Confédération assume la compétence d'exécution en matière de service civil dès lors que les cantons se sont refusés, pour des raisons économiques, à une participation active sur ce plan. Les tâches d'exécution sont confiées à huit organes régionaux, quatre d'entre eux étant des institutions privées, soit Manpower pour la Suisse romande, Caritas pour le nord de la Suisse, une fiduciaire pour la Suisse orientale et la Société suisse des employés de commerce pour la Suisse italienne. Il a été décidé de renoncer pour l'instant à la création d'un office fédéral du service civil.

Equivalence du service civil et du service militaire

La personne accomplissant son service civil et le soldat sont sur pied d'égalité quant à leurs droits et à leurs obligations.

Ainsi le veut la nouvelle loi sur le service civil. Tous deux sont indemnisés pour leur manque à gagner, conformément aux dispositions du règlement du 24 décembre 1959 sur les allocations pour perte de gain (RAPG). Le service civil constitue

une nouvelle forme d'accomplissement des obligations militaires. La personne astreinte au service civil n'est donc, pour une durée équivalant à celle du service militaire, pas astreinte à servir dans la protection civile. ▣

Simplification de la procédure de réquisition

Le Conseil fédéral a adopté une procédure simplifiée en matière de réquisition de biens par l'armée, la protection civile et l'approvisionnement économique du pays. Cette nouvelle procédure répond à la modification de la situation sur le plan de la sécurité. L'ordonnance révisée sur la réquisition est entrée en vigueur le 1^{er} février 1997.

L'ordonnance règle la réquisition, contre indemnisation équitable, de biens mobiliers et immobiliers ainsi que d'animaux qu'il n'est pas possible de se procurer d'une autre manière (achat, location, etc.). Ont le droit de réquisitionner, au nom de l'intérêt général, l'armée en service d'appui et en service actif, la protection civile lors de catastrophes ou de situations extraordinaires ainsi qu'en service actif, et l'approvisionnement économique du pays lors de l'entrée en vigueur de mesures en cas de menace accrue, lorsque ce droit leur est accordé par un arrêté du Conseil fédéral. La nouvelle ordonnance prévoit une procédure de réquisition moins lourde, moins coûteuse et plus facile à appliquer. La réquisition de pigeons voyageurs, de chiens de service et de funiculaires a été supprimée. Afin qu'il soit possible de se procu-

rer très rapidement les biens nécessaires en cas d'urgence, le droit de réquisition a été placé à l'échelon le plus bas possible. La réquisition a été clairement définie, ceci de manière à éviter tout arbitraire.

L'ordonnance, révisée à la demande de la Commission fédérale de la réquisition et de l'Etat-major de la défense, remplace celle du 3 avril 1968.

*Département militaire fédéral
Information*

NEUKOM 

Mobilier pour centres de protection civile

études et projets, fabrication

H. Neukom SA
8340 Hinwil-Hadlikon
Téléphone 01 938 33 05

De l'humidité dans les abris?


- La nouvelle génération de déshumidificateurs d'air – automatiques, robustes, fiables
- 11 modèles pour toutes les applications
- Mesures gratuites de l'humidité
- Méthode éprouvée depuis plus de 60 ans

Envoyez-moi une information détaillée sur vos déshumidificateurs pour abris:

Nom: _____

Adresse: _____

NPA/Localité: _____

envoyer à: Krüger + Cie SA, 1606 Forel VD 

Krüger + Cie SA
1606 Forel VD, Téléphone 021/781 27 91

Münsingen BE, Grellingen BL, Gordola TI, Dielsdorf ZH, Weggis LU, Zizers GR, Samedan GR, Siebnen SZ, Degersheim SG

KRÜGER